

Message du député allemand Gregor GYSi (*) à Madame Renée BAUDOT pour être lu le 8 mai 2018 lors de la commémoration de la fin de la guerre de 1945.

L'Allemagne doit enfin reconnaître les souffrances des Malgré-Nous.

Le refus du gouvernement fédéral de reconnaître l'enrôlement de force de dizaine de milliers de Français dans la Wehrmacht, pendant la seconde guerre mondiale, comme **crime contre l'Humanité** est une plaie béante dans les relations entre l'Allemagne et la France.

L'Allemagne doit englober dans sa responsabilité ce crime du national – socialisme et ne peut le considérer comme une affaire franco – française. Ce que 130000 hommes et leurs familles ont souffert en Alsace et en Moselle est **impardonnable**.

Pour la réhabilitation de ces hommes qui furent contraints de prendre part aux combats de la Wehrmacht nazie, le gouvernement fédéral ne peut pas se réfugier derrière des arguties juridiques avec lesquelles il ignorera une nouvelle fois les principes définis lors du procès de Nuremberg.

Les Malgré-Nous ont connu un destin difficile. Ceux qui survécurent à la guerre durent se battre durant de longues années pour ne pas être considérés comme des collaborateurs.

Les Malgré-Nous attendent toujours des excuses officielles de la part du gouvernement fédéral qui doit également reconnaître que le IIIème Reich n'a pas respecté leur dignité en les obligeant à se battre sous son drapeau.

Pourquoi est -il si difficile de prendre la responsabilité de reconnaître sa faute historique ?

Il a fallu un long combat pour que le gouvernement fédéral et les successeurs du nazisme se déclarent prêts à reconnaître la qualité de victime aux personnes contraintes au travail obligatoire et leur octroient une indemnité matérielle par la Fondation Souvenir, Responsabilité, Avenir, pour les souffrances endurées. Nombre d'entre eux n'ont pas eu la satisfaction de le vivre. Pour les Malgré-Nous et leurs familles, il en est de même.

La fondation Franco-allemande créée en 1981 ne doit pas être le dernier geste du gouvernement fédéral. Elle ne prend pas en compte les souffrances des enrôlés de force, souffrances dont l'Allemagne est responsable.

Il est urgent que cela change.

* Doktor Gregor Gysi est avocat de formation. Pendant une décennie il a dirigé le groupe parlementaire Die Linke au Bundestag avant de présider le groupe de la Gauche Européenne au Conseil de l'Europe.